



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 44 – Du 2 décembre au 8 décembre 2022

En bref

Afghanistan : Vers une reprise des relations commerciales entre l'Afghanistan et l'Iran.

Bangladesh : Les récentes mesures protectionnistes américaines appellent le Bangladesh à défendre la compétitivité de ses produits d'habillement sur le marché américain. La Banque centrale lance un programme « *Green Transformation Fund* » pour faciliter le renouvellement des équipements. Le déficit du compte courant du Bangladesh continue de se creuser.

Bhoutan : Levée partielle des mesures protectionnistes mises en place par l'Inde.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Publication d'un nouveau rapport de la Banque mondiale sur l'économie indienne. Prévisions de croissance de la RBI. *Politique monétaire* : Expansion du secteur des services en novembre. Nouvelle hausse du taux de directeur de 35 points de base en Inde.

Maldives : Subvention de 7,5 MUSD de la Banque asiatique de développement pour l'égalité des genres.

Népal : Le Népal abroge les restrictions aux importations de luxe. La reprise du secteur du tourisme, gage d'espoir pour le Népal.

Pakistan : Le Pakistan évite le défaut de paiement en remboursant le Sukuk d'1 Md USD avant l'échéance. Programme FMI – pas d'avancées en vue pour la 9ème revue du programme. Le Pakistan demande un soutien financier à l'Arabie saoudite. L'indice de confiance des entreprises (BCI – Business Confidence Index) en baisse de 21% sur la période septembre-octobre 2022. Les difficultés de paiements et de rapatriements de devises se multiplient tous secteurs confondus. La Russie et le Pakistan en discussion sur la livraison de pétrole à un tarif préférentiel.

Sri Lanka : La Banque mondiale reconnaît l'éligibilité de Sri Lanka aux financements de l'AID. Contraction des exportations de 11,9% en g.a. en octobre. Subvention de l'AFD de 1,2 MUSD contre les violences liées au genre.

Afghanistan

Vers une reprise des relations commerciales entre l'Afghanistan et l'Iran

L'ambassadeur d'Iran à Kaboul, à la suite d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Taliban, Amir Khan Muttaqi, a déclaré que l'Iran tenterait de faciliter les relations bilatérales commerciales avec l'Afghanistan afin de soutenir le pays dans sa relance économique.

L'ambassadeur d'Iran annonce vouloir apporter une contribution dans des secteurs-clés pour l'Afghanistan comme l'agriculture, l'énergie et les transports, et ce, à travers le renforcement du commerce entre les deux pays.

Par ailleurs, selon le ministère du Commerce et de l'Industrie Taliban, l'Afghanistan est largement déficitaire vis-à-vis de l'Iran, avec des exportations sur les six derniers mois de 5 M USD contre des importations à hauteur de 351 M USD.

Toutefois, la chambre de Commerce et de l'Industrie afghane (ACCI) souligne le caractère essentiel d'un retour à un système bancaire robuste permettant in fine aux exportateurs afghans la bonne conduite de leurs opérations et garantir l'attractivité du pays auprès des investisseurs, sans quoi la relance de l'économie semble compromise.

Bangladesh

Les récentes mesures protectionnistes américaines appellent le Bangladesh à défendre la compétitivité de ses produits d'habillement sur le marché américain

Lors de la sixième rencontre, tenue à Washington, entre le Bangladesh et les Etats-Unis dans le cadre du Forum de coopération pour le Commerce et l'Investissement (TIFCA), le Bangladesh a souligné la difficulté d'accès au marché américain en raison d'un montant élevé de droits de douane, considéré comme injustifié, entravant la compétitivité des produits

d'habillement ainsi que la pérennité des exportations bangladaises, source principale de revenus pour le pays. Parmi les sujets phares de la rencontre figure les enjeux de la chaîne de valeur de la filière textile (les Etats-Unis détenant 15% des parts de marché du coton au Bangladesh), la mise en place de certification ou encore le climat des affaires entre les deux pays. Le directeur de la délégation américaine a accepté de poursuivre la discussion sur la proposition faite par le Bangladesh.

Pour rappel, les Etats-Unis sont la première destination des exportations du Bangladesh en matière d'habillement, avec un montant de 5 Mds USD sur le premier semestre de l'année calendaire, soit une hausse de 60% en glissement annuel.

La Banque centrale lance un programme « *Green Transformation Fund* » pour faciliter le renouvellement des équipements

Le 7 décembre dernier, la Bangladesh Bank a annoncé le lancement du programme « *Green Transformation Fund* », d'un montant de 5 Mds BSD (soit l'équivalent de 46 M EUR).

Le programme vise à atténuer la dépréciation du capital, nuisible pour l'environnement, en aidant les entreprises à obtenir des fonds pour le remplacement de leurs machines, et ce, dans des catégories spécifiques, tous secteurs confondus, comme l'utilisation des ressources en eau, la conservation et la gestion de l'eau, l'utilisation des matières premières, le recyclage, les énergies renouvelables ou encore la gestion du chauffage et de la température.

Le programme reste, tout de même, à l'avantage des banques, compte tenu du fait qu'elles prêtent à un taux de 5% et ne sont tenues qu'à un taux d'1% auprès de la Banque centrale, disposant ainsi d'une marge de 4%.

Le déficit du compte courant du Bangladesh continue de se creuser

Selon les données de la Banque centrale, en octobre dernier, le déficit du compte courant de la balance des paiements du pays s'est creusé, à

hauteur de 4,5 Mds USD, entraîné par la persistante dégradation de la balance commerciale.

En effet, malgré la mise en place de restrictions aux importations, celles-ci continuent de peser lourd dans la balance des paiements, avec une augmentation de 6,72 % en glissement annuel pour atteindre 25,51 Mds USD au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire.

Par ailleurs, le creusement du déficit exerce une pression sur le marché des changes, entraînant ainsi la poursuite de la chute des réserves de devises étrangères, s'établissant désormais à 33,78 Mds USD (soit une baisse de 25% en g.a) à la fin novembre.

Il convient de noter que les transferts de migrants, dont bénéficie habituellement le Bangladesh, ne permettent actuellement pas de soulager les tensions de liquidité. Lors du mois de novembre 2022, le Bangladesh a reçu 1,6 Md USD de transferts, en dessous des attentes, mais tout de même en augmentation de 2,64% (en glissement annuel).

Bhoutan

Levée partielle des mesures protectionnistes mises en place par l'Inde

Selon le ministère des Affaires étrangères (MoEA), le gouvernement bhoutanais a réussi à négocier la levée complète des restrictions aux importations bhoutanaises, mises en place par l'Inde, sur les commodités agricoles comme les pommes de terre, le gingembre, les noix ou encore le sucre. La levée des mesures va permettre une reprise des exportations agricoles vers l'Inde qui représentent un débouché majeur pour le pays.

En vue des perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement, les commodités, dont est dotée l'Inde, telles que le sucre, la farine de blé, les céréales (blé) ont également fait l'objet de restrictions à l'exportation. Le pays, étant soudainement considéré par la communauté internationale comme une voie alternative possible à l'Ukraine, a décidé de protéger ses

ressources pour ses besoins internes. En conséquence, ces mesures ont entraîné une situation délicate pour le Bhoutan tributaire des importations en provenance de l'Inde pour assurer sa fourniture en produits de base.

Le gouvernement est récemment parvenu à obtenir des exemptions et des allocations spécifiques sur ces commodités pour le Bhoutan afin de s'assurer que le grand public et le secteur privé ne soient pas gravement touchés par ces mesures, dans le sillage des bonnes relations diplomatiques historiques entre les deux pays.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Publication d'un nouveau rapport de la Banque mondiale sur l'économie indienne

L'économie indienne a fait preuve de résilience malgré un environnement extérieur difficile, indique la Banque mondiale dans un récent rapport intitulé « Naviguer dans la tempête ». Ce dernier constate que, si la détérioration de l'environnement extérieur pèsera sur les perspectives de croissance de l'Inde, l'économie est relativement bien positionnée pour résister aux retombées mondiales par rapport à la plupart des autres marchés émergents.

La Banque a ainsi révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2022-23, à 6,9 % contre 6,5 % (prévisions d'octobre 2022).

L'impact d'un cycle de resserrement de la politique monétaire mondiale, le ralentissement de la croissance mondiale et la hausse des prix des produits de base devraient peser sur l'économie indienne au cours de l'exercice 2022-23. Malgré ces difficultés, la Banque estime que la croissance indienne restera soutenue, et restera l'une des plus dynamiques au monde, portée par une demande intérieure robuste. Aussi l'Inde serait relativement moins exposée aux flux commerciaux internationaux. Le rapport constate que si une baisse de 1 point de pourcentage de la croissance aux États-Unis est

associée à une baisse de 0,4 point de pourcentage de la croissance en Inde, l'effet est environ 1,5 fois plus important pour les autres économies émergentes. L'analyse des retombées de la croissance de l'UE et de la Chine donne également des résultats similaires.

La position extérieure de l'Inde s'est également considérablement améliorée au cours de la dernière décennie. Le déficit de la balance courante est financé de manière adéquate par l'amélioration des flux d'investissements directs étrangers et par un solide coussin de réserves de change (l'Inde possède l'un des plus importants stocks de réserves internationales au monde).

Enfin, le rapport note que les deux leviers de la politique macroéconomique - budgétaire et monétaire - ont joué un rôle dans la gestion des défis qui sont apparus au cours de l'année écoulée. Le rapport note que la RBI a mis un terme à l'orientation accommodante de la politique monétaire dans une approche mesurée, car elle a trouvé un équilibre entre la nécessité de maîtriser l'inflation et celle de continuer à soutenir la croissance économique. La politique budgétaire a facilité le dispositif de hausse des taux de la banque centrale en réduisant les droits d'accise et d'autres taxes sur le carburant afin de modérer l'impact de la hausse des prix mondiaux du pétrole sur l'inflation.

Prévisions de croissance de la RBI

La RBI estime que les perspectives agricoles se sont éclaircies et anticipe de bonnes récoltes au printemps (cultures Rabi). La croissance robuste et généralisée du crédit et l'accent mis par le gouvernement sur les dépenses d'investissement et les infrastructures devraient également stimuler l'activité d'investissement.

Selon une enquête de la RBI, la confiance des consommateurs s'améliore. Toutefois, l'économie est confrontée à des vents contraires accentués par les tensions géopolitiques prolongées, le resserrement des conditions financières mondiales et le ralentissement de la demande extérieure.

Compte tenu de tous ces facteurs, la croissance du PIB réel pour 2022-23 devrait s'établir à 6,8 %,

selon la RBI, avec un troisième trimestre à 4,4 % et un quatrième trimestre à 4,2 %, les risques étant équilibrés. La croissance devrait ensuite s'établir à 7,1 % au premier trimestre de 2023-24 et à 5,9 % au deuxième trimestre.

Politique monétaire

Expansion du secteur des services en novembre

L'indice des directeurs d'achat (indice PMI) pour les services, établi par S&P Global India, s'inscrit en hausse, à 56,4 en novembre contre 55,1 en octobre (un PMI >50 indique une expansion du secteur, un PMI <50 reflète une contraction). Selon l'enquête de S&P Global, cette hausse, la plus rapide en trois mois, s'explique par un marketing réussi et une reprise soutenue des ventes. Ainsi, les nouvelles commandes passées auprès des industries de service ont été robustes malgré la hausse des prix. La création d'emplois sur le secteur est la plus prononcée sur ces trois dernières années.

Cette performance du secteur des services se reflète également dans l'indice de production PMI composite de l'Inde, établi à 56,7 en novembre 2022 contre 55,5 en octobre.

Nouvelle hausse du taux de directeur de 35 points de base en Inde

La Comité de politique monétaire s'est réuni le 7 décembre et a annoncé un relèvement du taux directeur de la RBI de 35 points de base, à 6,25 %.

Il s'agit ainsi du cinquième relèvement du taux directeur - relevé au total de 225 points de base, après un premier relèvement de 40 points début mai puis de 50 points à trois reprises. Ce nouveau relèvement de taux était attendu par les marchés.

Selon le gouverneur de la Banque centrale, l'Inde a fortement rebondi depuis la pandémie de coronavirus, avec un taux de croissance parmi les plus rapides au monde mais elle est à présent confrontée à la hausse des prix résultant de l'envolée des cours des matières premières.

La RBI estime que la trajectoire de l'inflation sera déterminée par des facteurs tant mondiaux que

nationaux. Dans le cas de l'alimentation, alors que les prix des légumes devraient subir une correction hivernale saisonnière, les prix des céréales et des épices pourraient rester élevés à court terme en raison des inquiétudes concernant l'offre. Le coût prononcé des aliments pour animaux pourrait également maintenir un taux d'inflation élevé pour les produits laitiers. Les événements climatiques défavorables - tant nationaux que mondiaux - constituent par ailleurs un risque de plus en plus important pour le prix des denrées alimentaires. Aussi, la demande mondiale s'affaiblit. Les tensions géopolitiques persistantes continuent de faire peser des incertitudes sur les perspectives des prix alimentaires et énergétiques. Enfin, les risques d'inflation importée liés aux mouvements du dollar américain doivent être surveillés de près.

Compte tenu de ces facteurs et en conjecturant un prix moyen du pétrole brut de 100 dollars le baril, la RBI estime que l'inflation devrait s'établir à 6,7 % en 2022-23, avec un troisième trimestre à 6,6 % et un quatrième trimestre à 5,9 %. Elle devrait s'établir à 5,0 % au premier trimestre 2023-24 et à 5,4 % au deuxième trimestre, dans l'hypothèse d'une mousson normale.

Dans l'ensemble, le Comité de politique monétaire est d'avis que de nouvelles mesures de politique monétaire calibrées sont justifiées pour maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation, remettre en cause la persistance de l'inflation sous-jacente et contenir les effets de second tour, de manière à renforcer les perspectives de croissance à moyen terme.

Maldives

Subvention de 7,5 MUSD de la Banque asiatique de développement pour l'égalité des genres

Dans son annonce, la BASD souligne les inégalités dont sont victimes les femmes maldiviennes : faible taux d'activité (41,2% contre 84,2% pour les hommes), 13% des femmes étant notamment sans emploi (contre 1% des hommes) en raison de la prise en charge par celles-ci des tâches domestiques et personnes dans le besoin. Par

ailleurs, 17% des femmes de 15 à 49 ans ont été victimes de violence physique et 11% de violences sexuelles d'après une étude du ministère de la Santé maldivien datant de 2017.

La subvention de la BASD (en provenance du Fonds de développement asiatique) aidera, entre autres, le Maldives Bureau of Statistics à combler les lacunes en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale dans le système national de données statistiques, et le ministère des Finances à intégrer une budgétisation sensible au genre dans le cadre budgétaire national. Elle contribuera aussi à la construction d'abris pour les victimes de violences domestiques et sexistes à Addu, Hulhumalé et Raa-Ungoofaar.

Une assistance technique (2,5 MUSD) sera également fournie pour renforcer le système de services sociaux pour les soins aux personnes âgées, la garde des jeunes enfants et les services de lutte contre les violences domestiques et liées au genre. Elle permettra également d'établir des partenariats entre les organisations de la société civile et le gouvernement.

Népal

Le Népal abroge les restrictions aux importations de luxe

Consécutivement à une réunion gouvernementale, qui s'est tenue le mardi 6 décembre, le cabinet a décidé de lever les mesures d'interdiction d'importation de véhicules coûteux, de téléphones portables, d'alcool et de motos au-delà du 15 décembre.

Pour rappel, le gouvernement avait mis en place ces restrictions afin de lutter contre la pénurie de liquidités en devises engendrée par la hausse des montants d'importation, eux-mêmes tirés à la hausse par les pressions inflationnistes mondiales.

En revanche, les experts du Fonds Monétaire International ont mis en cause le bien-fondé de ces restrictions, et ont décidé de retarder une partie des décaissements d'un prêt à hauteur de 400 M USD, approuvé en janvier dernier, dans le cadre d'une facilité ECF (*extended credit*

facility). Les experts affirment que le pays se doit de soulager les tensions de liquidité par d'autres moyens, étant donné l'entrave au commerce que ces restrictions représentent ainsi que la baisse de revenus pour l'Etat népalais, déjà en butte avec une difficulté prégnante de collecte de recettes.

La reprise du secteur du tourisme, gage d'espoir pour le Népal

Plus de 500 000 touristes ont foulé le territoire népalais lors de l'année 2022 (sur les onze mois), avec un pic touristique observé lors des mois de septembre et octobre, accueillant respectivement 58000 et 88000 touristes. Le pays enregistre une hausse des touristes des pays voisins, notamment Indiens et Bangladais, contrebalancée par une absence marquée des touristes chinois compte tenu de la politique zéro Covid sévissant en Chine.

Bien que les chiffres de 2022 n'aient pas encore atteint les niveaux pré-pandémiques, il s'agit d'une évolution positive pour le tourisme au Népal et pour la relance du secteur des services.

Pakistan

Le Pakistan évite le défaut de paiement en remboursant le Sukuk d'1 Md USD avant l'échéance

Après plusieurs semaines de fébrilité des marchés au sujet d'un éventuel défaut de paiement et de forte hausse des *Credit default Swaps* (CDS), le Pakistan a finalement réussi à rembourser le Sukuk (obligation islamique) de 1 Md USD sur 5 ans le vendredi 2 décembre, soit trois jours avant la date d'échéance. La banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP) a effectué le paiement à Citigroup, qui a assuré ensuite le transfert des fonds aux investisseurs. D'après le Gouverneur de la SBP, le financement proviendrait de sources multilatérales et bilatérales afin de garantir que le remboursement n'affecte pas les réserves de change.

Si le remboursement anticipé a permis d'éviter le risque d'un défaut à court terme, des inquiétudes subsistent quant à la capacité du Pakistan à rembourser sa dette à long terme.

Programme FMI – pas d'avancées en vue pour la 9ème revue du programme

La 9ème revue du programme FMI, qui devait avoir lieu le 3 novembre, n'est toujours pas officiellement programmée. Pour mémoire, le Pakistan a déjà obtenu 3,018 M DTS (4 Mds USD) dans le cadre de la facilité élargie de crédit, le programme ayant fait l'objet d'un accord pour être étendu jusqu'à fin juin 2023 et augmenté de 720 M DTS, ce qui porte le montant total à 6,5 Mds USD. La 9ème revue doit s'accompagner d'un décaissement de 1,1 Md USD, mais conditionne également le soutien des autres bailleurs bilatéraux et multilatéraux. Les discussions se poursuivent depuis plus d'un mois mais achoppent actuellement sur la mise en place des réformes structurelles et les objectifs quantitatifs, ainsi que sur une vision détaillée des dépenses et recettes jusqu'à juin 2023, prenant en compte les dépenses supplémentaires liées à la reconstruction post-inondations. Le Fonds demande également des mesures budgétaires compensatoires aux subventions mises en place dans les secteurs de l'agriculture et en soutien aux industries exportatrices, subventions qui vont à l'encontre de l'esprit du programme. De son côté, le ministre des Finances, Ishaq Dar, estime que le Pakistan a rempli toutes les conditions de la 9ème revue, que « le Fonds se comporte de manière anormale dans sa relation avec le Pakistan » et qu'« il ne devait pas dicter ses conditions au gouvernement ». En parallèle, le ministre des Finances a reçu les Ambassadeurs des principaux contributeurs au Fonds (EU, RU, Chine) pour demander leur soutien dans ses discussions avec le Fonds.

Le Pakistan demande un soutien financier à l'Arabie saoudite

A l'occasion d'un entretien entre le Ministre des Finances, Ishaq Dar, et l'Ambassadeur d'Arabie saoudite à Islamabad, le Pakistan a renouvelé sa demande de soutien financier alors que le pays

traverse une crise de liquidité et une forte diminution de ses réserves de change, et ne parvient pas à trouver un accord avec les services du FMI dans le cadre de la 9ème revue du programme FMI. Cette demande intervient alors que l'Arabie saoudite vient de prolonger la durée d'un dépôt à la banque centrale (SBP) de 3 Mds USD via le Fonds saoudien pour le développement (SFD) et que le nouveau Chef d'Etat-major (COAS), le général Syed Asim Munir doit se rendre prochainement à Riyad. Les demandes pakistanaises portent sur un soutien financier de 3 Mds USD, auquel viendrait s'ajouter une augmentation de la facilité de paiement sur le pétrole saoudien actuellement fixée à 1,2 Md USD.

L'indice de confiance des entreprises (BCI – Business Confidence Index) en baisse de 21% sur la période septembre-octobre 2022

La Chambre de commerce et d'industrie des investisseurs étrangers (OICCI) a annoncé les résultats de son enquête sur la confiance des entreprises (BCI), réalisée sur la période septembre-octobre 2022. L'indice est désormais négatif (-4%), en forte chute de 21% par rapport au dernier rapport d'avril 2022. La plus forte baisse de confiance a été enregistrée dans le secteur des services (24 %), suivie par le commerce de détail et de gros (22 %) et le secteur manufacturier (20 %). Les trois principales menaces qui pèsent sur la croissance des entreprises identifiées dans l'enquête sont l'inflation à 78 %, la fiscalité élevée à 71 % et la dépréciation de la monnaie à 70 %.

Les difficultés de paiements et de rapatriements de devises se multiplient tous secteurs confondus

Les mesures imposées par la Banque centrale (SBP) pour maintenir le niveau de ses réserves de change se traduisent par de nombreuses difficultés à l'importation et pour le rapatriement de devises par des entreprises étrangères. L'Association du transport aérien international (IATA) a ainsi rapporté que le Pakistan bloquait 225 M USD dus aux compagnies aériennes (au premier rang

desquelles figurent les sociétés émiriennes et qatariennes) et appelait le gouvernement à supprimer tous les obstacles empêchant les compagnies aériennes de rapatrier les revenus de la vente de billets et d'autres activités conformément aux accords internationaux. De son côté, l'Association des entreprises de fruits et légumes pakistanaise (PFVA) annonçait que 417 containers d'un montant de 5,4 M USD transportant des denrées alimentaires étaient bloqués au port de Karachi, les lettres de crédit n'ayant pas pu être ouvertes par les banques commerciales. L'association des entreprises du secteur pharmaceutique (PPMA) alerte également sur le risque de pénurie de médicaments si l'ouverture de lettres de crédit pour l'importation de matières premières n'était pas autorisée rapidement par la banque centrale. L'accès aux devises et leur rapatriement touche également les entreprises chinoises.

La Russie et le Pakistan en discussion sur la livraison de pétrole à un tarif préférentiel

Le Ministre du pétrole, Musadik Malik, a annoncé à l'issue d'un déplacement à Moscou que des discussions étaient en cours avec la Russie pour fournir le Pakistan en pétrole brut russe à hauteur de 100 barils/jour à un tarif préférentiel. Les discussions doivent se poursuivre avec la visite d'une délégation russe prévue en janvier 2023 à Islamabad.

Les discussions ont également porté sur la fourniture de LNG et les projets de pipeline - Pakistan Stream Gas Pipeline.

Sri Lanka

La Banque mondiale reconnaît l'éligibilité de Sri Lanka aux financements de l'AID

La Banque mondiale a répondu favorablement à la demande formulée par les autorités sri lankaises pour retrouver un accès aux financements concessionnels de l'AID, accès perdu en 2018 quand Sri Lanka avait été requalifié en PRITS (pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure). La Banque mondiale

motive cette décision par les effets de la crise économique à laquelle est confronté le pays, qui devrait voir son PNB par habitant chuter de 30% par rapport à son niveau atteint au moment de sa requalification (3020 USD/hab en 2022 puis 2490 USD/hab en 2023 d'après son rapport Global Economic Prospects publié en juin). Par ailleurs, le pays n'a plus accès aux marchés financiers et à la plupart des financements bilatéraux suite à la dégradation de sa note souveraine et suite à sa déclaration de défaut sur sa dette extérieure. De surcroît, le pays a vu ses indicateurs socio-économiques se détériorer (avec un doublement de la pauvreté à 25% de la population en 2022 et l'augmentation de l'insécurité alimentaire) avec néanmoins des besoins de financement externes importants rendant le pays vulnérable aux chocs extérieurs. Le Sri Lanka est de ce fait insolvable pour les financements BIRD, tout en étant confronté à des défis institutionnels multiples. En revanche, désormais considéré dans une catégorie mixte, le pays va pouvoir accéder aux financements AID dans le cadre de programmes de réformes mis en place avec la Banque mondiale post-accord avec le FMI, tout en conservant un accès possible aux financements BIRD quand sa situation macro-économique et financière se sera améliorée.

Contraction des exportations de 11,9% en g.a. en octobre

Après plusieurs mois de performances records, les exportations mensuelles déclinent en glissement annuel pour la première fois depuis mars 2022, à 1 050 MUSD en octobre 2022 contre 1192 MUSD un an plus tôt. Cette dégradation s'explique notamment par la chute des exportations de vêtements et textiles (-13,5% en g.a, 443 MUSD contre 511 MUSD), de produits alimentaires et tabac (-51,3% en g.a, 39 MUSD contre 79 MUSD) et de matériels de transport (-60,7% en g.a, 17 MUSD contre 43 MUSD), tandis que la chute des exportations agricoles (-6,6% en g.a à 226MUSD), pénalisées par la chute de la production alimentaire suite à l'interdiction des intrants chimiques décidée en 2021, se poursuit. Les importations restent significativement en baisse en octobre 2022 (-21,2% en g.a., 1336 MUSD contre 1694 MUSD), en particulier pour les

biens d'investissement (-42,5% en g.a. à 188 MUSD), sous l'effet des restrictions adoptées, de la dépréciation de la roupie sri lankaise et de la baisse de la consommation et de l'investissement. Le déficit commercial atteint 285 MUSD en octobre 2022 (502 MUSD en octobre 2021), et 4,4 Mds USD depuis le début de l'année (contre 6,5 Mds USD sur la même période en 2021).

Les transferts de devises atteignent 355 MUSD en octobre, en progression en g.a. (+12,0%). Depuis le début de l'année (2,9 Mds USD), ils sont néanmoins très éloignés des niveaux en vigueur en 2021 (-40,2% en g.a.) et plus encore de ceux de 2020. Les recettes touristiques progressent en g.a. en octobre à 76 MUSD (+27,4%) et depuis le début de l'année (1,0 Md USD, +546,8%) mais restent là aussi très en-deçà des performances atteintes avant la pandémie. Les flux nets d'achats de titres au *Colombo Stock Exchange* par les investisseurs non-résidents sont positifs en octobre (+7 MUSD) et depuis le début de l'année (+145 MUSD), après une année 2021 caractérisée par des flux nets significativement négatifs (-222 MUSD sur les dix premiers mois).

La chute des exportations en octobre, dont les bonnes performances jusque lors étaient vitales pour Sri Lanka, confronté à de fortes pressions sur sa balance des paiements alors que les réserves sont au plus bas (300 MUSD fin novembre, soit 1 semaine d'importations), correspond aux déclarations du secteur textile notamment annonçant une chute des commandes en provenance des marchés à l'export, en premier lieu les Etats-Unis et l'UE, confrontés à une dégradation de leur situation économique. Les autorités espèrent dans ce contexte une bonne reprise du tourisme début 2023 et une hausse des transferts de devises, qui seraient soutenus par les nombreux départs de travailleurs vers l'étranger.

Subvention de l'AFD de 1,2 MUSD contre les violences liées au genre

La subvention provient du Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF), co-piloté par le MEAE et l'AFD, qui intervient en soutien aux organisations de la société civile (OSC) opérant dans les pays partenaires de la politique de



développement de la France et dont l'action s'inscrit dans le cadre de la Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes. L'annonce de la subvention, le 6 décembre, coïncide avec l'initiative « 16 jours d'activisme contre les violences liées au genre » d'UN Women (25 novembre – 10 décembre), alors que près de 40% des femmes sri lankaises seraient victimes de telles violences. Le premier appel à projets et une campagne de dons devraient être lancés en avril 2023.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international